

La Roche sur Yon, le 7 avril 2009

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

[Charte de l'inspection des installations classées – Extrait]

*« L'inspection des installations classées exerce une mission de police environnementale auprès des établissements industriels et agricoles.
Cette mission de service public, définie par la loi, vise à prévenir et à réduire les dangers et les nuisances liés à ces installations afin de protéger les personnes, l'environnement et la santé publique ».*

Objet : Sociétés EURIAL POITOURAINE à Belleville sur Vie.
Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions techniques actualisées après séparation du site à soumettre à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

1. Circonstances

La société EURIAL POITOURAINE est autorisée par arrêté préfectoral du 05 novembre 1991 modifié à exploiter sur le territoire de la commune de Belleville sur Vie une unité de traitement de lait, à hauteur de 650 000 litres en équivalents-lait par jour.

Elle a fait l'objet des actes administratifs suivants à cet effet :

–arrêté préfectoral n° 91-Dir/1-1188 du 5/11/1991 autorisant la société EURIAL à exploiter une unité de traitement de lait à Belleville sur Vie avec notamment un volume maximum réceptionné de 650 000 litres de lait par jour ;

–arrêté préfectoral n° 92-dir/1-1418 du 23/12/1992 modifiant certaines prescriptions des articles 3.5.1 et 3.5.2. de l'arrêté susvisé relatives aux conditions de traitement et de rejet des eaux industrielles polluées;

–arrêté préfectoral n° 01-DRCLE/1-333 du 02/07/2001 fixant les prescriptions complémentaires relatives à l'utilisation de dispositifs à refroidissement par pulvérisation d'eau dans un flux d'air ;

–arrêté préfectoral n° 05-DRCLE/1-18 du 07/06/2005 fixant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de deux forages destinés à l'alimentation en eau et de l'utilisation de l'eau en vue de l'alimentation en eau potable de l'entreprise;

–arrêté préfectoral n° 05-DRCLE/1-335 du 24/06/2005 fixant des prescriptions complémentaires pour l'autosurveillance des rejets aqueux.

Par courrier en date du 30 septembre 2008, l'exploitant de la société BONILAIT PROTEINES a informé monsieur le préfet de la Vendée de son rachat, au 1er septembre 2008 de la tour de séchage située à Belleville sur Vie et appartenant initialement à la société EURIAL POITOURAINE ainsi que les installations associées, notamment la chaufferie et la station d'épuration des eaux industrielles de l'ensemble du site.

En complément de cette déclaration, les exploitants de ces deux sociétés ont conjointement transmis à l'inspection des installations classées un dossier de demande de modifications relatif à ce rachat. Sur demande de l'inspection, ils ont également transmis ce dossier à monsieur le préfet de la Vendée.

L'inspection des installations classées a établi le 6 février 2009 un rapport analysant cette situation et proposant à monsieur le préfet de la Vendée de demander aux deux exploitants de transmettre sous trois mois un dossier de demande d'autorisation complet chacun pour sa partie exploitée. L'inspection a ainsi estimé que les modifications apportées au site dans sa globalité constituent une modification notable et ceci pour les deux parties exploitées après séparation.

En attente du dépôt de ces dossiers et de l'établissement de la procédure d'instruction, l'inspection des installations classées propose que des arrêtés de prescriptions complémentaires soient notifiés à chacun des exploitants, au vu du dossier produit explicitant les conditions de scission du site.

Le présent rapport a pour objet de proposer un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires dans ce sens pour les activités de la Sté EURIAL POITOURAINE.

1.Exploitant

Raison sociale: EURIAL POITOURAINE

Forme sociale: SAS

Adresse établissement: Boulevard de l'Industrie - 85 170 BELLEVILLE SUR VIE

Adresse siège social: Longève B.P.16 DISSAY 86 180 JAUNAY CLAN

SIRET: 353 543 358 00033

Code APE: 1051A et 1051B

Activités: Traitement et transformation de lait et de produits laitiers (réception, écrémage et pasteurisation du lait, fabrication de produits frais).

Situation administrative: AP modifié du 05/11/1991

2.Présentation des activités après scission

Le site industriel d'EURIAL à Belleville sur Vie est séparé désormais en deux entités distinctes depuis le 1^{er} septembre 2008 :

EURIAL conserve la partie “ Produits Frais ” : Collecte, réception et stockage du lait. Production et expédition de lait écrémé, de crème fraîche et de beurre.

BONILAIT prend en charge la partie “ Produits Secs ” : Concentration et séchage de lait, sérum et babeurre et production de caséines.

Concernant les “ utilités ”, la répartition est la suivante :

a) EURIAL :

- Production de froid
- Production d'air comprimé
- Gestion du réseau d'électricité jusqu'aux postes de transformation
- Eau potable

b) BONILAIT :

- Production de vapeur
- Station d'épuration

Des conventions sont en cours de rédaction par les deux exploitants afin de fixer les échanges de ressources et servitudes.

1.Capacités de traitement d'EURIAL POITOURAINE après scission

L'activité journalière de pointe d'EURIAL sera la suivante (réception) :- *Lait entier* : 650 000 l/j (soit 650 000 litres Equivalents-lait), *Crème* : 150 000 l/j (soit 1 200 000 litres Equivalents-lait) soit un total de 1 850 000 litres Equivalents-lait / jour.

2.Impact des modifications au vu de l'arrêté d'autorisation initial

a) Rubriques de la nomenclature des installations classées

Le classement des activités exercées par EURIAL POITOURAINE au vu de la nomenclature des installations classées s'établit comme suit après scission :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume ou capacité autorisés	Régime de classement
2230-1	Lait (Réception, stockage, traitement, transformation, etc. du) ou des produits issus du lait. La capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent lait étant supérieure à 70 000 l/j.	Réception et stockage de lait Production et expédition de lait écrémé, de crème fraîche et de beurre	1 .850.000 litres Equivalents-lait jour	A
2920-1-a	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 300 kW	Production de froid “ eau glacée et chambres froides ”	622 kW	A
2921-1-a	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de). Lorsque l'installation n'est pas du type “ circuit primaire fermé ”. La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 2 000 kW.	tours aéroréfrigérantes de type “ circuit primaire ouvert ” de 0.086 et 2.14 MW	2229 kW	A

2920-1-b	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides ininflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 Kw mais inférieure ou égale à 500 kW	Compression d'air	100 Kw	D
1136-B.c	Ammoniac (emploi et stockage de l'). Emploi La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg , mais inférieure ou égale à 1,5 tonnes	Emploi d'ammoniac pour le fonctionnement des installations de réfrigération	1400 kg	D
1432-2-b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ .	Cuve aérienne de 35 m ³ de Gazole Cuve aérienne de 80 m ³ de fuel domestique	23 m ³	D
1434-1.b	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) Installation de chargement de véhicules- citernes, de remplissage de récipients mobiles ou de réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 1 m ³ /h, mais inférieur à 20 m ³ /h.	Poste de distribution de carburant	5 m ³ /h	D
1530-2	Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôt de). La quantité stockée étant supérieure à 1000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³ .	Magasin cartons de 3600 m ³ Magasin emballages crème (pots et sceaux) 1800 m ³ Magasin emballages bobines 655 m ³	6055 m ³	D

A (autorisation) ou D (déclaration)

La principale évolution est la nette augmentation de la quantité d'équivalents-laits réceptionnée par jour : de 650 000 à 1 850 000 l/j. Une augmentation notable est également à enregistrer pour la puissance des tours aéroréfrigérantes soumises à autorisation.

b) Impact sur l'environnement

Consommation en eau

Avant le 1er septembre 2008 la consommation d'eau globale du site à partir de l'eau de ville et d'un forage était de 235 000 m³/an.

L'évolution de la consommation d'eau de 2005 à 2008 a été de :

	CONSOMMATION EN EAU				PRODUCTION (tonnes de produits finis)	Ratio (m ³ /t)
	Eau de ville	Forage	TOTAL	Moyenne journalière		
2005	160 197	75 409	235 606	645	41 740	5,6
2006	155 914	72 014	227 928	624	38 902	5,9
2007	162 533	76 281	238 814	654	40 710	5,9
2008*	123 428	36 955	160 383	879	-	-

*Du 1er janvier au 30 juin

L'augmentation des consommations d'eau en 2008 est principalement due à la consommation d'eau de ville dans les tours aéroréfrigérantes (en remplacement de « l'eau de vache ». précédemment utilisée) pour diminuer le risque légionnelle.

Le premier semestre correspond également à la période de plus forte activité du site. La production de caséines est en service durant le 1^{er} semestre de l'année puis seulement à partir du 15 octobre environ.

Le site est maintenant séparé en deux unités distinctes : EURIAL et BONILAIT PROTEINES.

C'est EURIAL qui gère l'approvisionnement en eau et qui revend, après comptage, une partie de l'eau à BONILAIT (eau de ville uniquement).

A terme, la consommation globale d'eau restera inchangée.

EURIAL POITOURAINE a été autorisé par arrêté préfectoral du 07 janvier 2005 à exploiter deux forages destinés à l'alimentation en eau (3 m³/h et 9 m³/h soit 85 000 m³/an) et pour l'alimentation en eau potable de ses ateliers. Ces dispositions sont maintenues après scission.

Traitement et rejet des eaux industrielles

Jusqu'à la scission du site une filière d'épuration biologique traitait à la fois les effluents industriels de la Sté EURIAL et les eaux usées de la commune de Belleville sur Vie.

Elle appartenait et était exploitée par la Sté EURIAL. Une convention de rejet avait été passée avec la commune de Belleville sur Vie pour cela.

Les conditions et normes de rejet ont été fixées par l'arrêté préfectoral du 3 novembre 1991 modifié en 1992.

Le rejet a lieu, du 1^{er} octobre au 30 juin, vers le cours d'eau le plus proche qui rejoint ensuite le fleuve " la Vie ".

Depuis juillet 2008 la commune de Belleville sur Vie dispose de sa propre filière pour l'épuration des eaux usées urbaines .

Depuis septembre 2008 la filière d'épuration des eaux industrielles issues des activités d'EURIAL POITOURAINE et de BONILAIT appartient et est gérée par la Sté BONILAIT.

Les flux maximum journaliers apportés à cette filière d'épuration par les effluents de la laiterie EURIAL sont caractérisés comme suit pour un débit maximum journalier de 350 m³ :

- DCO : 1050 kg (3 000 mg/l) ;
- DBO5 : 700 kg (2 000 mg/l) ;
- MEST : 350kg (1000 mg/l) ;
- Azote Global : 28 kg/j (80 mg/l) ;
- P total :10,5 kg/j (30 mg/l).

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection les informations techniques justifiant de l'acceptabilité de ses effluents dans la station d'épuration de la Sté BONILAIT (convention, données techniques, information sur les performances de la station d'épuration).

Pour le contrôle des rejets d'eaux industrielles envoyées vers la filière d'épuration de la Sté BONILAIT, la Sté EURIAL POITOURAINE, en raison de la configuration actuelle des réseaux ne permettant pas de mettre en place une installation d'auto surveillance, apprécie pour chaque paramètre le flux émis par différence entre le flux mesuré en entrée de la filière d'épuration exploitée par la Sté BONILAIT et celui résultant des activités de la Sté BONILAIT par son propre outil d'auto surveillance.

La Sté EURIAL POITOURAINE doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un état mensuel relatant pour chaque semaine le débit journalier relevé et les flux ainsi déterminés pour la DCO, la DBO5, les MEST, l'Azote global et le Phosphore total.

Dans le cadre du dossier de demande d'autorisation à déposer suivant l'article 1^{er} du projet d'arrêté la Sté EURIAL POITOURAINE devra, afin de contrôler la qualité de l'ensemble des effluents industriels sortant de ses ateliers et orientés vers la filière d'épuration de la Sté BONILAIT, étudier la faisabilité technico-économique de la mise en place d'une installation d'auto surveillance (débit et échantillonnage asservi au débit) avec proposition d'un échéancier de réalisation.

Eaux pluviales

Suite à une étude menée en 2007 par GES, des aménagements ont été menés sur le site en 2008 afin de sécuriser les envois d'eaux pluviales vers le milieu naturel et en cas de problème d'être en mesure de les confiner.

Deux lagunes de 2000 m³ et 800 m³ ont été construites de part et d'autre du site (correspondant aux deux réseaux principaux).

En sortie de ces lagunes, une installation de mesures automatiques de pH, de température et de turbidité est en place.

En cas de pollution accidentelle ou d'incendie, une vanne en sortie de chaque lagune doit permettre de retenir la totalité des eaux correspondantes.

Risques industriels

Les installations utilisant l'ammoniac ne sont pas modifiées après scission du site. La mise en conformité de ces installations à l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 était intervenue en 2004 et 2005 avec réduction des risques suite à un arrêté de mise en demeure du 3 octobre 2003.

Risques sanitaires

Le site dispose de tours aéroréfrigérantes de types circuit ouvert et fermé. L'arrêté d'autorisation initial étant antérieur à la prise en compte de ce genre d'équipements en qualité d'installations classées, le site dispose du droit à l'antériorité. Aucune étude des risques sanitaires n'a donc été réalisée lors du dossier initial, néanmoins l'AP du 2 juillet 2001 a fixé des prescriptions d'exploitation pour la prévention de la légionnelle.

L'augmentation de puissance pour les tours aéroréfrigérantes intervenue depuis la déclaration d'existence enregistrée le 11 juillet 2005 au titre de la rubrique 2921-1.a n'engendre pas d'augmentation du risque légionnelle compte tenu des moyens de prévention mis en place. Le site, après séparation, n'est pas à l'origine de nouvelles sources de risques ou de nuisances pour les tiers.

1. Propositions de l'inspection

L'analyse effectuée par l'inspection a mis en avant que la séparation du site initialement autorisé en 1991 conduit à des conditions d'exploitation prévues par EURIAL POITOURAINE engendrant des augmentations ou changement notables :

- au titre du classement fixé pour les rubriques de la nomenclature des installations classées soumises à autorisation (extension importante de la capacité autorisée au titre de la rubrique 2230-1),
- pour les conditions de raccordement et de traitement des effluents industriels à une filière d'épuration collective d'effluents industriels.

L'inspection des installations classées propose de demander à la Sté EURIAL POITOURAINE de transmettre sous trois mois, un dossier de demande d'autorisation complet pour sa partie

exploitée.

En attente du dépôt de ce dossier et de l'aboutissement de la procédure d'instruction, l'inspection des installations classées propose un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires actualisant après scission du site les conditions d'exploitation des activités d'EURIAL POITOURAINE actuellement définies par l'arrêté préfectoral du 05 novembre 1991 modifié.

Ce projet d'arrêté de prescriptions complémentaires limite toutefois les capacités de traitement du lait et les volumes d'eaux industrielles à traiter aux valeurs en vigueur fixées par l'arrêté préfectoral susvisé réduites de 50% afin de tenir compte des activités de la Ste BONILAIT exercées sur l'autre partie du site.

1. Conclusion

L'inspection des installations classées émet un avis favorable au projet d'arrêté joint au présent rapport qui conduit à fixer à la Sté EURIAL POITOURAINE des prescriptions techniques actualisées en attente de l'aboutissement de la procédure d'instruction relative à la nouvelle demande d'autorisation requise.